

LeMonde.fr

Union européenne et nationalismes : tensions dans la fédération

Notre Europe | 31.05.2012 à 10h23 • Mis à jour le 31.05.2012 à 10h23

Par Yves Bertoncini, secrétaire général de Notre Europe

[Réagir](#) [Classer](#) [Imprimer](#) [Envoyer](#)

[Partager](#) [facebook](#) [twitter](#) [google](#) + [linkedin](#)



La tourmente économique et financière qui frappe l'Union européenne contribue classiquement aux poussées nationalistes observées dans l'Europe du Sud Est : hormis en Grèce, elle n'est sans doute pas la cause principale de telles poussées, qui sont d'ailleurs observables au-delà des Balkans. C'est en distinguant la situation historique et politique des pays concernés qu'on peut le mieux mesurer si ces poussées traduisent un rejet des valeurs proclamées à l'article 2 du Traité sur l'Union européenne, voire un rejet de l'appartenance à l'UE.

Ironie de l'histoire, c'est dans un pays où des manifestants ont parfois renvoyé l'Allemagne à son lointain passé que le parti néo-nazi de "L'aube dorée" a fait une percée électorale marquante, dont on constatera le 17 juin si elle est durable. En perdant l'accès aux marchés financiers, la Grèce a aussi perdu une partie de sa souveraineté, puisqu'elle dépend de plans d'aides européens et internationaux, formalisés dans un "*mémorandum d'accord*" heurtant logiquement la fierté nationale. Ces plans sont mis en œuvre en échange d'ajustements structurels douloureux socialement, répartis de manière plutôt inéquitable et dont l'efficacité économique reste impalpable (l'Irlande étant en meilleure posture).

Dans ce contexte, la percée du parti de gauche radicale "Syriza" est toute aussi significative du vote du 6 mai, qui semble surtout rejeter les deux grands partis de gouvernement, jugés responsables d'un développement aux bases illusoires, et dont le peuple grec doit faire le deuil. Les enquêtes d'opinion ne portent cependant pas

trace d'une volonté majoritaire de quitter la zone euro, et donc l'UE, même si elles traduisent le rejet d'ajustements trop brutaux. Ce qui est en question est plutôt la volonté nationale de se fier à un Etat structurellement faible et, en contrepartie de la solidarité européenne, de souscrire pleinement aux disciplines liées à l'appartenance à l'UEM - question appelée à être tranchée le 17 juin.

Membre de l'UE depuis 2004, la Hongrie est dirigée par un président et un parti qui se sont appuyés sur une large majorité parlementaire pour faire adopter une série de lois jugées attentatoires au pluralisme, à la démocratie et à l'Etat de droit, dont le respect fait partie des valeurs identifiées par l'article 2 du traité de l'UE. Certes échaudées par le précédent autrichien de 1999, les autorités européennes ont pris position contre de telles lois - celle relative à la protection des sources des journalistes vient d'être modifiée dans un sens moins liberticide. La soumission au pouvoir politique de l'autorité de régulation des médias ou de la Banque centrale nationale n'en témoigne pas moins d'une volonté de renouer avec une forme "*d'Etat fort*", à rebours de l'affaiblissement d'un pays qui dominait l'Europe au sein de l'empire austro-hongrois, mais que le traité de Trianon, puis la Guerre froide, ont réduit à la portion congrue. L'évocation récurrente des "*Hongrois de l'extérieur*" semble symboliser une difficulté à se fondre pleinement dans un espace européen qui relativise l'importance des frontières politiques nationales - de sorte que la Hongrie devrait continuer à faire l'objet d'une surveillance renforcée de l'UE et du Conseil de l'Europe, surtout s'agissant des violences à dimension ethnique.

La Serbie vient de se voir reconnaître le statut officiel de "*candidat*" à l'adhésion à l'UE et dialogue avec cette dernière afin de déterminer la date d'ouverture des négociations. Élu à la suite d'un scrutin présidentiel serré, le candidat nationaliste ne semble pas remettre en cause une telle candidature, qui conduira son pays à devoir respecter l'ensemble de "*l'acquis communautaire*", valeurs comprises. Le statut du Kosovo, et plus précisément de la minorité serbe qui y vit, sera l'un des enjeux clé de ces futures négociations, qui confèreront à l'UE une capacité d'influence proportionnelle à la force d'attraction économique et politique qu'elle exerce auprès de nombre de ses voisins. Le "*respect des droits des personnes, y compris lorsqu'elles appartiennent à une minorité*" faisant aussi partie des valeurs de l'UE, il devrait être possible de trouver un terrain d'entente permettant de garantir en retour l'intégrité territoriale du Kosovo, sans rouvrir des discussions qui replongeraient l'Europe dans des disputes frontalières dont elle a vocation à atténuer la portée.

Du point de vue de l'histoire longue, ces poussées nationalistes de nature diverse paraissent surtout faire écho à la faiblesse de certains Etats de l'Europe du Sud-Est. Elles rappellent aussi que le travail de réconciliation qui est au cœur de la construction européenne demeure essentiel dans une "*fédération européenne d'Etats nations*" parfaitement compatible avec l'expression des sentiments nationaux, mais construite contre les excès nationalistes.

Yves Bertoncini, secrétaire général de Notre Europe